

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 Roche sur yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 16 Mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CARRIERES KLEBER MOREAU SA**

La Motte - La Meilleraie Tillay  
BP 257  
85702 Pouzauges

Références : D 23.0124

Code AIOT : 0006303039

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement CARRIERES KLEBER MOREAU SA implanté Le Danger 85540 Saint-Vincent-sur-Graon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été initiée dans le cadre du suivi du schéma régional des carrières à des fins de noter la qualité de l'étude d'impact réalisée pour l'obtention de l'autorisation. Pour cela, un écologue mandaté par la DREAL a accompagné les inspecteurs lors de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES KLEBER MOREAU SA
- Le Danger 85540 Saint-Vincent-sur-Graon
- Code AIOT : 0006303039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Saint-Vincent-sur-Graon est autorisée par arrêté préfectoral du 2 juillet 2021 à exploiter une carrière de rhyolite pour une durée de 30 ans.

Les matériaux extraits sont traités par des installations mobiles de traitement situées en fond de carrière.

Elle est également autorisée à effectuer du transit de matériaux inertes.

L'inspection a contrôlé la zone en cours d'extraction, le point bas de la carrière où se situe le bassin des eaux d'exhaure, la zone en cours d'aménagement de la future plate-forme de matériaux commerciaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- avancement de l'extension carrière
- suivi de mesures ERC

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Profondeur d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.3.1	/	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 2.8	/	Sans objet
4	Référence de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.1	/	Sans objet
5	Voiries d'accès (Nord du site)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.6.1	/	Sans objet
6	Déviation de la voie publique du Vivier (Sud du site)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.6.2	/	Sans objet
7	Accès - panneautages	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.2.1	/	Sans objet
8	Impact visuel - insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1	/	Sans objet
9	Mesures ERC d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle examinés lors de cette inspection ne font pas l'objet d'observation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Profondeur d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.4 - Profondeur d'exploitation  La côte minimale d'extraction est de -15 m NGF (- 20 m NGF puisard) sur l'ensemble du périmètre d'extraction, ce qui correspond à une épaisseur d'extraction maximale de 55 à 67 m par rapport au terrain naturel environnant variant de 40,5 m NGF à 52,3 m NGF soit 4 fronts de 15 mètres.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation du site mis à jour le 03/01/2023 indique une cote minimale d'extraction au plus bas de -5 mNGF sur 3 fronts d'extraction. Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Montant des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.3.1
--

<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.3.1 - Montant des garanties financières  Des garanties financières sont constituées dans les conditions prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement. Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.  Pour chacune des 6 phases quinquennales autorisées à l'exploitation, les montants sont les suivants : Phase quinquennale 1 : 375 580,54 euros (...)
<b>Constats :</b> Lors de la préparation de ce contrôle, l'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'un acte de cautionnement en vigueur daté du 2 juillet 2021 pour un montant de 383 694,00 €.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.8 - Plans Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, avec une échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles. Sur ces plans sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,</li> <li>- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la localisation des installations de surface (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement,...) et des stockages de matériaux,</li> <li>- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),</li> <li>- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,</li> <li>- les zones particulières de préservation écologique,</li> <li>- la localisation des pistes et des accès,</li> <li>- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant fait établir annuellement un plan topographique ainsi qu'un ortho-photoplan. Le dernier plan a été mis à jour le 03/01/2023. L'examen de ce plan ne fait pas l'objet d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Référence de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

#### Article 3.1.1 - Panneautage

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :** La référence du nouvel arrêté préfectoral du 2 juillet 2021 a été mise à jour sur le panneau d'affichage à l'entrée de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Voiries d'accès (Nord du site)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.6.1

**Thème(s) :** Autre, Aménagement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 3.1.6.1- Voiries d'accès (Nord du site)

L'accès au site se fait au Nord du site depuis la RD19 via une voie d'accès aménagée conformément au dossier de demande d'autorisation. Les aménagements paysagers des haies le long de cette nouvelle voie d'accès au Nord et en parallèle à l'Ouest de cette voie (chemin de randonnée) sont réalisées conformément au dossier de demande d'autorisation (Titre 4 du présent arrêté) et dans les conditions prévues par la réglementation pendant la première phase quinquennale.

Les aménagements proposés (anti tourne à gauche) sur la RD19 sont réalisés en accord avec le gestionnaire de voirie.

**Constats :** La visite a permis de constater que l'accès routier au nord n'était pas encore réalisé. Selon les indications de l'exploitant, ce nouvel accès sera effectué dans le délai prévu dans le dossier de demande d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Déviation de la voie publique du Vivier (Sud du site)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.6.2

**Thème(s) :** Autre, Aménagement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 3.1.6.2 - Déviation de la voie publique du Vivier (Sud du site)

Le dévoiement de la voie communale du Vivier, passant au Sud du site, est réalisé dans les conditions prévues par le dossier d'autorisation, la réglementation applicable à ce type de travaux et en accord avec le gestionnaire de voirie.

**Constats :** De la même manière que la création d'un nouvel accès au nord du site, la déviation de la voie communale au sud du site n'est pas encore réalisée.

Le présent constat sert de point de situation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Accès - panneautages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.2.1 - Accès (...) L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. (...)
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la pose et le renforcement de certaines clôtures périphériques à la carrière, notamment sur des secteurs ayant fait l'objet de remarques lors de la précédente inspection. L'exploitant a également mis en place et renforcée l'affichage sur les clôtures périphériques par toute une série de panneaux informant du risque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Impact visuel - insertion paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.1- Impact visuel - insertion paysagère Pour limiter l'impact visuel de la carrière, les mesures suivantes, reprise au plan de l'Annexe IV sont mises en œuvre : (...) - Le terril d'une douzaine de mètres sera déplacé en limite Nord-Est de l'emprise de la zone de stockage dont la hauteur prévue est de 10 m soit +50 mNGF conformément au phasage indiqué dans le dossier de demande d'autorisation et repris en Annexe II ; (...)
<b>Constats :</b> Pour l'aménagement de sa future plateforme de stockage des matériaux commerciaux, l'exploitant a commencé le déplacement du terril de ses stériles d'exploitation. L'emplacement et la hauteur de stockage sont respectés. Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Mesures ERC d'accompagnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.4 - Mesures d'accompagnement En complément, la mesure d'accompagnement suivante est mise en place : (...) - A2: Le suivi naturaliste cité à l'article précédent devra prendre en compte les arbres relatifs aux chauves souris et au Grand Capricorne ainsi qu'à la Chevêche d'Athéna conformément aux réponses apportées par l'exploitant à la MRAe dans son mémoire du 31 décembre 2019.

**Constats :** L'exploitant a produit un rapport en date du 14 février 2023 faisant le bilan de suivi pour l'année 2022 des mesures ERC d'accompagnement. Ce rapport a été établi avec l'aide du bureau d'étude Sèvre et Bocage.

Il montre que le déplacement des arbres morts a été favorable au grand Capricorne, mais que l'observation des chauves-souris n'a pas encore été observée.



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet